

«SANGRE, SUDOR Y LAGRIMAS»

«Sang, sueur et larmes». C'est par ces trois mots qui se passent de commentaires, que le quotidien moderniste «EL PAIS» résume le «*plan de fer*» adopté par le gouvernement pour «*contenir le déficit sans créer d'emploi*». Ajoutons que, non seulement, il ne créera pas d'emploi, mais qu'il en supprimera des centaines de milliers.

Telle est la loi du capitalisme, en Espagne comme ailleurs. Gérer la crise avec une croissance zéro (et même une croissance «*négative*» comme la qualifie désormais la B.E.R.D. pour plusieurs pays, la Pologne par exemple) ne peut pas produire d'autres conséquences que l'augmentation du chômage, la destruction brutale de tous les acquis sociaux, donc le développement de la misère.

Confrontés à cette situation, les militants ouvriers ont le choix: soit accepter cette situation qualifiée d'inéluctable, c'est-à-dire capituler, devenir des supplétifs subsidiaires chargés d'appliquer les orientations organisant le partage de cette misère.

Soit refuser cette logique, et rester sur le seul terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière, s'organiser en conséquence, pour revendiquer, en premier lieu, l'augmentation des salaires, retraites et pensions.

Augmenter les salaires...

Aujourd'hui, la revendication d'augmentation des salaires est révolutionnaire.

Les organisations syndicales qui se situent sur ce terrain ne font pas autre chose que remplir leur rôle naturel, celui pour lequel elles existent, ainsi que l'ont voulu des générations de travailleurs.

L'augmentation des salaires s'oppose radicalement à la «*nécessité du partage*» qui inclut obligatoirement la baisse des salaires et que vient de rappeler la Commission sociale de l'Épiscopat: «*au nom de la dignité humaine*», c'est sous ce titre que le gouvernement de l'Église vient de rendre publique une déclaration: «*face au chômage, changer le travail*». Le Président de la commission sociale écrit dans la présentation: «*le chômage n'est peut être pas un manque de travail dans une société, mais manque d'idées*»!!! et «*le travail rémunéré n'est le centre de la vie, ni même la composante la plus importante... Notre culture lui a sans doute accordé une valeur excessive... Il (le travail) n'est plus lié à la seule production de biens consommables*»...

Il faut donc recourir à l'idée de «*fécondité sociale*», c'est-à-dire d'un travail produisant non seulement des biens et services, mais «*du lien social*».

Édifiant, mais pas nouveau. Dès le mois de septembre 1982, le même *Conseil permanent de l'Épiscopat* lançait un appel «*pour de nouveaux modes de vie*».

Les textes publiés à l'époque invitent les chrétiens à être à l'avant garde pour «*susciter des conventions et des modes de vie qui rompent de manière décisive avec une frénésie de consommation épuisante et sans joie*»... S'ensuivait, dans la résolution épiscopale plusieurs constatations et propositions.

Citons-les:

- l'un des moteurs efficaces de la consommation a été, pour chacun, le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale jugée immédiatement supérieure à la sienne.
- le besoin de consommation ainsi stimulé a fait naître parfois, pour anticiper sa satisfaction la course aux emprunts entraînant la pratique excessive du cumul des emplois.
- la croissance continue a entraîné des pratiques inégalitaires. Des groupes catégoriels ont su s'organi-

ser pour obtenir des avantages contractuels ou légaux garantis indéfiniment.

- le sentiment illusoire qu'il resterait des surplus à partager entre tous a engendré un système de protection sociale tellement complexe qu'il est parfois inaccessible aux plus démunis. Étendu à l'indemnisation du chômage, il est facilement altéré par des abus, malgré les valeurs qu'il comporte ...

- alors que certains ménages bénéficient du cumul de salaires plus que suffisants, le renoncement total ou partiel à l'entre eux, celui de l'homme ou celui de la femme, faciliterait le partage du travail...

- le cumul d'un emploi et d'une retraite suffisante peut poser question. Dans certains cas, renoncer au premier développerait la possibilité d'exercer une autre activité, par exemple dans la vie associative.

La femme au foyer!!!

- certains foyers, lorsque les enfants sont élevés et les besoins en voie de diminution pourraient envisager la retraite anticipée.

- il semble que l'on n'ait pas encore suffisamment exploré la possibilité d'emplois à temps partiel, au moins à certaines époques de la vie d'une famille.

- une société dans laquelle le travail *«au noir»* est aussi répandu dans la plupart des catégories sociales ne peut être une société de justice.

- toutes les inscriptions au Fonds de chômage sont-elles pleinement justifiées ?

- si le système de répartition des charges sociales freine l'emploi plus qu'il ne le stimule, il convient de le réexaminer. En contrepartie, les dispositions nouvelles devraient inciter l'embauche.

- dans la mesure où la sécurité des uns a pour contrepartie l'insécurité des autres, il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis et des dispositions qui les consacrent.

- dans les conditions actuelles, on ne peut en rester à une attitude nourrie de préjugés et systématiquement critique qui cacherait un refus de participer à la solution des difficultés communes.

C'est ce programme que Jacques DELORS, rencontrant le pape à Strasbourg en 1988, commentait ainsi: *«Rappelez-vous cette déclaration - une référence pour moi - des Évêques en 1982»*.

Nous savons comment les gouvernements sociaux chrétiens qui se sont succédés depuis cette époque ont scrupuleusement obéi à ces commandements.

L'ordre mondial...

Imperturbable, l'Église catholique, gardienne de l'ordre naturel voulu par Dieu, continue siècle après siècle, à propager et imposer sa doctrine avec une remarquable continuité.

Rappelons-nous, sans remonter très loin, l'encyclique de Pie XI du 23.12.1922, *«La paix par le Christ»*.

«Partout on trouve le dédain des biens éternels que le Christ ne cesse d'offrir à tous par son Église et une soif insatiable de posséder les biens éphémères et caducs d'ici-bas.

Or, ces biens matériels ont pour effet, si on les recherche avec excès, d'engendrer des maux de tout genre et tout d'abord la corruption des mœurs et la discorde. Car, vils et grossiers de leur nature, ils ne peuvent rassasier le cœur de l'homme, qui, créé par Dieu et destiné à jouir de sa gloire, est voué à vivre dans une instabilité et une inquiétude perpétuelles aussi longtemps qu'il ne se repose pas dans le sein de Dieu.

De plus, ces biens étant fort limités, la part qu'en reçoit chacun diminue à mesure que grandit le nombre de ceux qui se les partagent; tandis que les biens spirituels, même répartis entre un grand nombre, les enrichissent tous sans être amoindris. Il s'ensuit que, impuissants à satisfaire tout le monde également et ne pouvant rassasier personne complètement, les biens terrestres deviennent de ce chef des sources de discordes et d'animosités, et sont vraiment vanité des vanités et afflictions de l'esprit».

Aujourd'hui comme hier, c'est toujours la même haine du progrès et du bien être matériel.

Le syndicalisme de la feuille de paie...

C'est pourquoi, oui, mille fois oui, le syndicalisme de la feuille de paie, c'est-à-dire celui qui se préoccupe d'améliorer les conditions matérielles d'existence des salariés, doit être conforté: ceux qui s'en écartent se rangent obligatoirement dans le camp du renoncement.

C'est pourquoi aussi, nous continuerons d'affirmer que ceux qui ont renié le combat anticlérical, ceux qui se sont faits complices de l'Église, en présentant ses prétendues évolutions comme progressistes, sont responsables de nos défaites.

Les résultats concrets du «*compromis historique*», dont on ne dénoncera jamais assez les méfaits sont éloquents: ils condamnent définitivement ses zélateurs, fussent-ils désormais rebaptisés rénovateurs, re-constructeurs, refondateurs.

En cette fin de 20^{ème} siècle, ceux qui n'abdiquent pas, ceux pour qui l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ceux qui ne croient pas à la fin de l'histoire, ont à construire ensemble, à partir des acquis organisationnels déjà existants, la maison commune, qui permettra à la classe ouvrière, à tous les niveaux, y compris, et sans doute surtout, au niveau international, d'organiser, de contrôler son propre mouvement, sans craindre d'en être exproprié.

Jo SALAMERO.
